



La Russie et la guerre froide 2.0 (2/2)

2/2

Par [Dr. Vladislav B. Sotirović](#)

Mondialisation.ca, 24 janvier 2020

[Oriental Review](#) 13 janvier 2020

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)



Première partie :

[La Russie et la guerre froide 2.0 \(1/2\)](#)

La Fédération de Russie, qui est apparue sur la carte politique du monde au début des années 1990, représente aujourd'hui un acteur mondial extrêmement influent dans les relations internationales. En termes de politique étrangère, il s'agit du concept géopolitique russe du Proche Voisin¹, qui est une sphère traditionnelle de l'intérêt national et de sécurité russe². En termes géopolitiques, la Russie est une île entourée d'un océan de différents pays qui s'étendent de la Finlande à la Corée et qui sépare la Russie des centres européen et asiatique. Un facteur très important est également la taille de la zone d'impact, qui s'étend de la plus grande partie du manuel sur le territoire de l'Eurasie et immédiatement adjacente à tous les principaux acteurs eurasiens : à l'ouest et au nord avec l'UE, au sud avec le monde islamique et avec l'Inde à l'est ainsi que la République populaire de Chine et développement dynamique de ses habitants.

Situation géopolitique

La Russie a accès aux acteurs qui ont encore un intérêt considérable pour le Proche-Orient, c'est-à-dire les républiques post-soviétiques qui, après l'effondrement de l'URSS en 1991, ont formé la Communauté des États indépendants (la CEI). Elle a été créée par les chefs d'État de la Russie, du Bélarus et de l'Ukraine. Entre le 8 et le 21 décembre 1991, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Moldavie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan se sont joints aux trois premiers signataires. Lorsque la Géorgie a adhéré à l'Union soviétique en 1993, toutes les anciennes républiques de l'URSS, à l'exception des États baltes, étaient devenues membres de la CEI et avaient leur siège à Minsk (Bélarus)³, l'intention première du président russe B. Eltsine était alors de créer un cadre international servant pleinement les intérêts politiques, économiques et militaires russes. Le niveau d'intégration le plus étroit au sein de la communauté de la CEI se situe entre la Russie et la Biélorussie, ce qui entraîne des liens économiques, sécuritaires et culturels entre ces deux pays.

En réalité, La CEI, fut créée à la mort de l'URSS dans le but principal de maintenir les liens diplomatiques, sécuritaires et économiques entre certains des États successeurs de l'ex-Union soviétique. Toutefois, la CEI est minée par l'orientation pro-OTAN/UE de l'Ukraine et

de la Géorgie et la coopération militaire est aujourd'hui coordonnée par l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), qui comprend la Russie, le Belarus, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. La principale tâche géopolitique de tous ces États est de lutter contre l'impérialisme américain et le militarisme de l'OTAN pour le monde libre et démocratique des égaux.

La Fédération de Russie est un successeur légal de l'URSS. La Russie est le principal membre de la CEI, reconnue de facto après 2014 comme superpuissance par l'Occident, et a hérité des représentants étrangers soviétiques et d'une grande partie de son armée de l'ex-URSS. La sécurité collective en tant que système de sécurité internationale dans le cadre duquel tous les États membres conviennent de prendre des mesures communes contre les États qui attaquent⁴ est l'objectif et la tâche prioritaires de l'OTSC.

Le Proche Voisin

Pour la Russie, le Proche Voisin est parmi la sphère d'influence et d'intérêt national russe la plus importante à l'époque de la guerre froide 2.0. La Russie conserve son influence en Asie centrale, qu'elle n'a jamais quittée, même après l'effondrement de l'URSS. Dans cette région, on peut retracer une certaine dépendance économique à l'égard de la Russie, ce qui s'explique par le fait que la Russie contrôle largement la capacité de production et de transport des ressources énergétiques dans la région. Les pays d'Asie centrale ont également besoin de l'appui de la Russie pour assurer leur sûreté et leur sécurité en raison de leurs capacités militaires et de sécurité insuffisantes pour protéger leur pays contre les activités des fondamentalistes islamistes, des groupes séparatistes, extrémistes et terroristes.

En Europe de l'Est et dans le Caucase, la Géorgie en 2008 et l'Ukraine en 2014 montrent des efforts pour provoquer la Russie et mener une politique anti-russe pleinement soutenue par l'Occident (USA, UE, OTAN). Le parcours anti-russe de ces pays fait partie de la stratégie géopolitique russophobe occidentale après 1991 pour faire ce qu'ils ont déjà réussi dans le cas de l'ex-URSS. Cela signifie clairement que la cible géopolitique centrale de l'Occident pendant la guerre froide 1.0 n'était pas l'URSS elle-même mais plutôt la Russie. Aujourd'hui, pendant la guerre froide 2.0, l'Occident utilise autant que possible des pays parmi ces Voisins Proches pour sa politique anti-russe comme la Géorgie ou l'Ukraine en tenant compte de l'importance stratégique de ces deux pays dans la région de la Mer noire⁵.

Aux yeux de l'administration américaine à Washington, la zone du Proche-Orient est notamment considérée comme le prolongement du corridor entre l'Europe de l'Est, les Caraïbes et l'Asie centrale, qui peut d'une part servir à délocaliser l'arsenal militaire des États-Unis et de l'OTAN dans une zone sensible du Grand Moyen-Orient, mais d'autre part à utiliser les pays régionaux pour exploiter et transporter du pétrole et du gaz, notamment depuis la région de la Caspienne⁶.

En Géorgie et en Ukraine, après la perte du pouvoir de B. Eltsine à Moscou, la politique russophobe ouvre la possibilité d'adhérer à l'OTAN. Cependant, le fondement russophobe de la perspective d'une éventuelle intégration à l'OTAN a sérieusement compliqué l'instabilité politique et économique interne, autant dans le cas de l'Ukraine que de l'UE, mais particulièrement dans le cas de l'Ukraine. En conséquence, dans les années 2003-2006 et 2014, les élites politiques ont été déclassées, elles qui s'efforçaient de maintenir de bonnes relations et faire des compromis avec la Russie, au nom de la préservation de l'intérêt

national ukrainien et de la prospérité. En Ukraine, la situation politique est également fortement influencée par un grand degré de dépendance économique à l'égard de la Russie pour l'approvisionnement en ressources énergétiques, puisque, par exemple, l'Ukraine couvre 40% de ses besoins en gaz par des importations en provenance de Russie.

En général, la machine de propagande occidentale parle d'ingérence russe dans la politique ukrainienne dans les affaires internationales de l'Ukraine. Le président ukrainien V. Ianoukovitch a mis en avant un certain nombre de demandes que l'UE devait accepter avant que l'Ukraine ne signe l'accord d'association avec l'UE, y compris la modernisation conjointe du système ukrainien de transport de gaz et la révision de la position de l'UE sur la construction d'installations économiquement malsaines pour le transport du gaz naturel en Europe, par contournement de l'Ukraine.



D'autre part, l'avenir de la CEI sous sa forme originale était constamment une question ouverte, dès le début, car l'Occident tente tout pour déstabiliser et finalement désintégrer cette forme de coopération. En fait, la Russie est le centre de gravité des pays de la CEI, qui repose sur le potentiel et la croissance réelle de l'économie russe et, par conséquent, sur l'influence géopolitique. La Russie a des priorités majeures et un rôle politique et économique central dans la CEI, tout comme, par exemple, les États-Unis au sein de l'OTAN ou l'Allemagne au sein de l'UE. La CEI a déjà formé une entité multiethnique alternative et un centre de gravité entre l'UE et la Chine, tandis que l'avenir des BRICS est de jouer le même rôle entre l'UE et les États-Unis⁷. La Russie va jouer un rôle de « pont » entre l'Europe et l'Asie, qui aurait son importance comme pour l'Amérique du Nord et l'ALENA, sa zone de libre-échange, mais probablement seulement si elle est capable d'assurer ses intérêts politiques, économiques et sécuritaires dans la région orientale d'Eurasie.

La Chine

On peut dire que la Russie est un partenaire naturel pour la Chine, cela résulte principalement de deux facteurs : 1) la longueur de la frontière commune (environ 4300 km), et 2) leur croissance économique rapide. L'axe de leur coopération bilatérale est particulièrement fondé sur une coopération dans le domaine de l'énergie, qui découle de la stratégie enthousiasmante des besoins énergétiques de la Chine⁸. La Russie est devenu le fournisseur naturel de pétrole et de gaz (mais aussi d'autres matières premières) de la Chine, car elle est située dans des régions qui ne sont pas trop éloignées de la Chine et la Russie est donc un des principaux partenaires chinois dans leur approvisionnement. Par exemple, au cours de la première décennie d'un nouveau millénaire, les importations chinoises de pétrole en provenance de Russie représentaient au moins 10 % du total des importations chinoises de pétrole, mais depuis 2010, le volume des livraisons de pétrole russe a augmenté davantage (en 2010, il était de 60 millions de tonnes). L'augmentation de l'approvisionnement en pétrole à l'avenir pourrait également être due à la mise en service de l'oléoduc Angarsk-Nakhodka, qui pourrait conduire à la transformation de la ville chinoise de Dacin, en Extrême-Orient. Gazprom, compagnie russe, prévoit également la construction de deux gazoducs qui livreraient à l'avenir à la Chine environ 40 milliards de mètres cubes de gaz par an⁹.

Au cours de la dernière décennie, l'augmentation de l'approvisionnement direct d'électricité de la Russie vers la Chine s'est considérablement améliorée, passant de 500 à 900 millions

de kWh par an à 18 milliards de kWh par an. On calcule l'augmentation du commerce bilatéral Chine-Russie en 2010 à 60 milliards de dollars par an contre 100 milliards de dollars en 2020 par an. La coopération bilatérale contribue également à l'exportation d'armes russes, qui est maintenant dirigée à 45% vers la Chine. [...] [...] [...] La coopération militaro-politique est sur la sellette depuis 2005, année où l'organisation d'exercices militaires conjoints russo-chinois a atteint un niveau plus élevé aux dépens des Etats-Unis¹⁰, risquant de perturber davantage le fonctionnement de la politique étrangère et de sécurité commune des pays occidentaux et leurs satellites est-européens.

L'Occident

La fin de la guerre froide 1.0 a donné aux États-Unis et à la Russie de nouvelles opportunités de coopération. La Russie a repris le siège permanent (avec plein droit de veto) précédemment occupé par l'Union soviétique au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU). La guerre froide 1.0 avait créé une impasse au sein du Conseil, mais le nouvel arrangement signifiait une renaissance de l'action de l'ONU. La Russie a également été invitée à se joindre à la réunion informelle du G-7 réunissant les plus grandes puissances économiques du monde, ce qui en fait le G-8. Les États-Unis et la Russie ont également trouvé des moyens de coopérer pour sécuriser des « *armes nucléaires en déshérence* » sur le territoire de l'ex-Union soviétique, bien qu'il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine.



Dans la soirée du 9 novembre 1989, l'Allemagne de l'Est a annoncé un assouplissement des restrictions de voyage à l'ouest, et des milliers de personnes ont exigé le passage du mur de Berlin.

Cependant, il existe deux périodes de relations Russie-Occident pendant la guerre froide 2.0 : 1) De 1991 à 1999 ; et 2) De 2000 à aujourd'hui. Le tournant dans ces relations est devenu l'agression de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) par l'OTAN comme des bandits de mers à juin 1999.

Néanmoins, au cours des dix premières années qui ont suivi la fin de la guerre froide 1.0, l'histoire de la Russie de B. Eltsine est caractérisée par des relations économiques et politiques très harmonieuses (symphoniques) avec l'Ouest, notamment avec l'Allemagne dans le domaine de la coopération économique. Les résultats de ces relations Russie-Ouest de 1991 à 1999 ont été les réserves d'or d'un État russe impressionnant (500 milliards d'euros), l'achat de propriétés immobilières sur tout le littoral méditerranéen par les citoyens russes, d'énormes investissements financiers russes en Europe et, enfin, l'aveuglement russe sur la politique étrangère agressive de l'OTAN et de l'UE dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Asie centrale¹¹.

La politique étrangère de la Russie fait certainement partie de son identité nationale et culturelle, comme de tout autre État de l'histoire. De 1991 à 1999, Moscou a accepté la propagande académique et politique occidentale comme une sorte de « *faits nouveaux* »:

1. La Russie ne serait plus une superpuissance mondiale, ni même militaire, bien que son potentiel militaire considérable soit indéniable et très visible.
2. La Russie n'aurait pas de pouvoir économique, bien qu'elle ait par le fait même un potentiel économique énorme.
3. La Russie, par conséquent, ne peut avoir aucune influence politique significative qui pourrait affecter les nouvelles relations internationales établies après 1991,

c'est-à-dire l'ordre mondial de l'OTAN (le Nouvel Ordre Mondial), ou pour mieux dire la Pax Americana mondiale¹². Sur l'après-guerre froide 1.0, les relations américano-russes jusqu'à la crise ukrainienne de 2014, voir dans A. E. Stent, U.S.–Russian Relations in the Twenty-First Century, Princeton, NJ: Princeton University Press, 2014].

La Russie de B. Eltsine s'est transformée en un État client de type occidental en termes politiques, en particulier en ce qui concerne les questions de politique mondiale. Par exemple, la question du Kosovo a été résolue de facto en 1999 par l'agression de l'OTAN contre la RFY avec l'approbation silencieuse de B. Eltsine. On peut dire qu'à titre de compensation, la Russie de V. Poutine a réussi en 2008 à obtenir l'approbation de facto occidentale du protectorat russe sur les territoires de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie qui se sont autoproclamés indépendants de la Géorgie¹³, ce qui, si cela se produit ainsi, sera une preuve claire de la nouvelle position russe dans la politique mondiale après la période Eltsine.

Depuis que la Russie a officiellement perdu tous les attributs d'une superpuissance après la dissolution de l'Union soviétique (du moins dans les années 1990), son élite politique s'est orientée, au début des années 1990, vers une association plus étroite avec les structures institutionnelles occidentales, conformément à sa tendance officiellement générale à la réforme libéral-démocratique. Jusqu'en 1995, la Russie était devenue membre de presque toutes les structures de l'OTAN, et même du programme de Partenariat pour la paix, ce qui en dit long sur les objectifs réels de la politique étrangère de la Russie d'Eltsine jusqu'en 2008 quand une nouvelle Russie de V. Poutine a finalement décidé de défendre ses propres intérêts nationaux, au moins au seuil de sa propre maison (au Caucase). En mai 1997, la Russie a signé l'Acte fondateur OTAN-Russie sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles, ce qui signifie de facto qu'elle a accepté l'OTAN comme le noyau du système euro-atlantique de sécurité mondiale¹⁴.

A titre de comparaison avec les États-Unis, en octobre 1962, au plus fort de la guerre froide 1.0, les États-Unis et l'Union soviétique étaient au bord d'une véritable guerre nucléaire à cause de l'installation de missiles de l'URSS sur l'île de Cuba – une arrière-cour (pas même une porte) des États-Unis. C'était le moment où le monde a été le plus proche d'une troisième guerre mondiale qu'il ne le fut jamais.¹⁵ En d'autres termes, pendant la crise des missiles de Cuba en 1962, l'administration américaine Kennedy était prête à envahir l'État indépendant de Cuba (avec déjà la base de l'armée américaine sur l'île) et même à aller à la troisième guerre mondiale contre l'URSS si nécessaire car Washington considérait Cuba comme une arrière-cour appartenant aux États-Unis.

Que les structures dirigeantes russes aient ou non prévu un rôle plus important pour leur pays dans leurs relations avec les nouveaux partenaires depuis 1995, il y a eu une certaine stagnation dans les relations avec l'Occident, accompagnée par l'insistance sur les intérêts nationaux de la Russie. Dans la pratique, cela s'est traduit par des tentatives visant à renforcer les liens avec les pays de la CEI avec lesquels la Russie entretenait des relations plus stables et plus sûres. Toutefois, l'état des relations au sein de la CEI, accompagné d'une situation économique et politique très difficile et politiquement instable dans certains pays de la région, a empêché tout progrès organisationnel ou autre en ce sens. Pourtant, la CEI est restée le principal axe stratégique de la Russie, surtout en ce qui concerne l'expansion insolente de l'OTAN vers ces pays (Marche vers l'Est de l'OTAN [*En Allemand*

comme référence au *Drag nach Osten* des armées allemandes pendant le 2^d Guerre Mondiale, NdT))¹⁶.

Remarques finales

Un certain nombre d'arguments militent en faveur de l'idée que les relations entre la Russie et l'Occident après 1990 sont mieux décrites comme une nouvelle guerre froide ou la guerre froide 2.0. car, en fait, la guerre froide 1.0 n'a jamais cessé¹⁷.

En fin de compte, j'exprimerai plusieurs conclusions fondamentales sur le thème des relations contemporaines de la Russie avec l'OTAN, ou plutôt sur le débat sur la question principale de la politique étrangère russe actuelle - entre l'Occident et elle-même :

1. La Russie post-soviétique était, au moins jusqu'à la crise géorgienne de 2008, très profondément impliquée politiquement dans le système occidental des relations internationales et des valeurs culturelles qui ont essentiellement donné à Moscou un statut de partenaire client occidental sur la scène internationale de l'ordre mondial de l'OTAN après la guerre froide 1.0.
2. Une victoire totale des « *occidentalistes* » russes jusqu'à la fin de 1999 leur a permis de continuer à occidentaliser la Russie selon le modèle de l'empereur Pierre le Grand, au prix de l'infériorité de la Russie et même de sa servilité dans les relations internationales. C'est pourquoi, dans les années 1990, l'Occident a réussi à encercler la Russie avec trois anneaux de ses ennemis : l'OTAN à l'Ouest, les États musulmans d'Asie centrale au Sud et la Chine au Sud-est.
3. Dans les années 1990, l'Occident achetait l'infériorité de la Russie sur la scène internationale en maintenant des relations économiques parfaites avec Moscou qui permettaient à la Russie, en particulier à ses magnats, de devenir extrêmement riche. Ces relations politiques et économiques harmonieuses entre la Russie occidentale et la Russie ne devaient être rompues que dans deux circonstances : A) Si les « *Patriotes* » russes prennent le pouvoir politique au Kremlin (ce qui, en fait, s'est produit dès le tout début de l'an 2000), ou B) Si l'Occident introduit de graves sanctions économiques et politiques contre la Russie (ce qui, en fait, s'est produit depuis 2014).
4. Jusqu'à présent, en ce qui concerne l'Europe, l'Europe du Sud-Est a connu un degré complet de la politique d'ordre mondial de l'OTAN dirigée par Washington, car elle est totalement laissée aux mains de l'Occident par Moscou. La région est déjà intégrée dans l'ordre mondial de l'OTAN comme une partie du concept occidental de la Guerre froide 2.0 (OTAN et UE) de l'Europe centrale et orientale comme zone tampon contre la Russie¹⁸. Aujourd'hui la République de Macédoine du Nord figure au programme des sanctions américaines pour éviter toute relation plus étroite avec la Russie (« *Turkish Stream* »). Comme dans le cas de la Serbie en 1999, les Albanais régionaux parrainés par les États-Unis sont l'instrument de déstabilisation, en l'occurrence, de la Macédoine. C'est une ouverture à la sécession territoriale de la Macédoine occidentale peuplée d'Albanais qui va être placée, comme le Kosovo, sous l'occupation totale de l'OTAN. Récemment, l'administration américaine a annoncé publiquement qu'elle soumettrait la Serbie à des sanctions pour la signature par la Serbie d'un accord économique de coopération avec l'Union économique eurasiennne et pour l'achat à la Russie d'un ensemble de système anti-aérien S-400. De toute évidence, aux yeux des planificateurs politiques à Washington, il n'y a pas de

place pour l'influence sérieuse de la Russie dans les Balkans. La réponse de la Russie à un tel défi sera visible.

Vladislav B. Sotirović

Article original en anglais : [Russia And The Cold War 2.0 \(II\)](#), *Oriental Review*, le 13 janvier 2020

Traduit par Fabio, relu par Camille pour [le Saker Francophone](#)

Notes

1. M. S. Blinnikov, *A Geography of Russia and Its Neighbors*, New York–London: The Guilford Press, 2011. [↵](#)
2. « *La sécurité signifie la capacité des États et des sociétés à maintenir leur identité indépendante et leur intégrité fonctionnelle* ». B. Buzan, *People, States, and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, London: Longmans, 1991 [↵](#)
3. Voir plus dans P. Heenan, M. Lamontagne (eds.), *The Russia & Commonwealth of Independent States Handbook*, Chicago–London–New Delhi: Glenlake Publishing Company, Ltd, 2000 [↵](#)
4. R. W. Mansbach, K. L. Taylor, *Introduction to Global Politics*, Second Edition, London–New York: Routledge, 2012, 574. [↵](#)
5. Sur la géopolitique de la Russie et de l'occident, voir dans C. Перишић, *Нова геополитика Русије*, Београд: Медија центар Одбрана, 2015, 217–241 [↵](#)
6. Sur la politique de déstabilisation des Balkans à la mer Caspienne, voir dans S. Bianchini (ed.), *From the Adriatic to the Caucasus: The Dynamics of (De)Stabilization*, Ravenna: Longo Editore Ravenna, 2001 [↵](#)
7. Sur les BRICS, voir dans E. D. Mansfield, N. Rudra (eds.), *Economy of the BRICS Countries*, I–III, World Scientific Pub Co Inc, 2019; É. Féron, J. Käkönen, G. Rached (eds.), *Revisiting Regionalism and the Contemporary World Order: Perspectives from the BRICS and Beyond*, Verlag Barbara Budrich, 2019 [↵](#)
8. Sur l'axe Russie-Chine comme danger pour la politique étrangère US, voir « *An Emerging China-Russia Axis? Implications for the United States in an ERA of Strategic Competition* », U.S. Government, U.S. Senate, U.S.-China Economic and Security Review Commission, 2019 [↵](#)
9. Sur la montée de l'économie chinoise en termes mondiaux, voir J. Bryan Starr, « *Understanding China : A Guide to China's Economy, History, and Political Culture* », New York, Hill and Wang, 2010 ; A. R. Kroeber, *China's Economy : What Everyone Needs to Know*, New York : Oxford University Press, 2016 [↵](#)
10. Voir plus dans R. Weitz, *The new China-Russia alignment : Critical Challenges to U.S. Security*, Praeger Security International, 2020 [↵](#)
11. Sur B. Eltsine et la Russie de son temps en tant que Président, du point de vue occidental, voir dans B. Minayev, « *Boris Yeltsin: The Decade that Shook the World* », London: Glagoslav Publications Ltd, 2014 [↵](#)
12. Sur la Pax Americana, voir dans G. Dorrien, *Imperial Designs: Neo Conservatism and The New Pax Americana*, London–New York: Routledge, Taylor & Francis Group, 2004; A.

- Parchami, "The Pax Americana Debate", *Hegemonic Peace and Empire: The Pax Romana, Britanica and Americana*, London–New York: Routledge, 2009; A. Roncallo, *The Political Economy of Space in The Americas: The New Pax Americana*, London–New York: Routledge, Taylor & Francis Group, 2014. Sur la refonte de l'ordre mondial, voir dans S. P. Huntington, « *The Clash of Civilization and The Remaking of World Order* », London: The Free Press, 2002; H. Kissinger, *World Order*, Penguin Press HC, 2014 [↵](#)
13. Sur le « *précédent du Kosovo* » et les conflits ethnopolitiques dans le Caucase, voir dans A. Hehir (ed.), *Kosovo, Intervention and Statebuilding: The International Community and the Transition to Independence*, London-New York: Routledge, Taylor & Francis Group, 2010; V. B. Sotirović, "Kosovo and the Caucasus: A Domino Effect", *Српска политичка мисао (Serbian Political Thought)*, 41 (3), Belgrade: Institute for Political Studies, 2013, 231–241. [↵](#)
 14. Voir, par exemple, R. E. Kanet, A. V. Kozhemiakin, (eds.), « *The Foreign Policy of the Russian Federation* », Londres-New York : Macmillan Publishers-St. Martin's Press, 1997 [↵](#)
 15. R. F. Kennedy, *Thirteen Days: A Memoir of The Cuban Missile Crisis*, W. W. Norton & Company, 1999; D. Munton, D. A. Welch, *The Cuban Missile Crisis: A Concise History*, Oxford–New York: Oxford University Press, 2006; M. Dobbs, *One Minute to Midnight: Kennedy, Khrushchev, and Castro on The Brink of Nuclear War*, Borzoi Book, 2008; B. L. Pardoe, *Fires of October: The Planned US Invasion of Cuba During The Missile Crisis of 1962*, Fonthill Media Limited–Fonthill Media LLC, 2013. [↵](#)
 16. Voir plus dans M. D. Nazemroaya, « *The Globalization of NATO* », Montreal: Centre for Research on Globalization, 2012 [↵](#)
 17. R. E. Kanet (ed.), *Russian Foreign Policy in the 21st Century*, New York: Palgrave Macmillan, 2011, 16–17. [↵](#)
 18. Sur la suprématie de l'Occident dans la politique mondiale et les relations internationales de l'après-guerre froide 1.0, voir dans S. Mayer, *NATO's Post-Cold War Politics: The Changing Provision of Security*, London–New York: Palgrave Macmillan, 2014; K. Pijl, *The Discipline of Western Supremacy: Modes of Foreign Relations and Political Economy*, III, London–New York: Palgrave Macmillan, 2014. Un exemple typique de la colonie occidentale (les Etats-Unis) dans la région de Kosovo-Metohija, en tant que partie de la Pax Americana, voir dans H. Hofbauer, *Eksperiment Kosovo: Povratak kolonijalizma*, Beograd: Albatros Plus, 2009. Sur les relations entre l'OTAN et l'Union européenne, voir dans L. Simon, *Geopolitical Change, Grand Strategy and European Security: The EU–NATO Conundrum*, London–New York: Palgrave Macmillan, 2013. A propos de l'histoire d'un plus grand concept de l'Europe de l'Est entre les Allemands et les Russes, voir dans R. Bideleux, I. Jeffries, *A History of Eastern Europe. Crisis and Change*, London–New York: Routledge, 1999; A. C. Janos, *East Central Europe in the Modern World. The Politics of the Borderlands from Pre- to PostCommunism*, Stanford: Stanford University Press, 2000 [↵](#)

La source originale de cet article est [Oriental Review](#)
Copyright © [Dr. Vladislav B. Sotirović](#), [Oriental Review](#), 2020

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca